

**RAPPORT N° 2024/6-17
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

OBJET

ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR SITUE EN FACE DE L'ENTREE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE.

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

La CINOR a construit dans le cadre de la valorisation de l'entrée du Stade en Eaux Vives Intercommunal (SEVI), un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar au Bocage à Sainte-Suzanne. Le local prévu à cet effet est localisé à proximité immédiate de l'entrée de l'équipement sportif.

La surface totale du local est de 37 m² répartie de la manière suivante :

- Un bâtiment surélevé pour être non inondable et conçu pour être ultérieurement aménagé en snack-bar comprenant :
 - o une surface de préparation et stockage de 16,51 m²,
 - o une terrasse couverte d'environ 10 m²,
- Deux locaux de service :
 - o un local poubelle (4,40 m²),
 - o un sanitaire accessible aux personnes à mobilité réduite (3,70 m²)

Etant livrés bruts (sans plan de travail, évier, meuble de cuisine, climatiseurs...) avec des attentes pour les eaux usées, eau potable et installations électriques, les locaux et l'installation électrique devront être aménagés et finalisés par l'occupant. Les locaux sont réservés au travail et ne sont pas considérés comme établissement recevant du public.

Les prestations attendues ont pour objectifs notamment de s'inscrire dans une démarche écologique et environnementale autant du point de vue des produits vendus que des actions menées par l'exploitant pour l'exercice de son activité et de proposer une offre complémentaire, cohérente avec la vocation « sports / loisirs / nature » du stade en eaux vives, afin de mettre en valeur le « manger sain / équilibré / durable » et les produits frais locaux.

Une consultation sous forme de procédure simplifiée a été initiée le 6 juin 2024 pour l'attribution d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar situé en face de l'entrée du stade en eaux vives du Bocage à Sainte-Suzanne à un exploitant, dans le cadre d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) d'une durée de 5 ans, conformément d'une part à l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017, modifiant les articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) et obligeant à la mise en concurrence, et d'autre part à l'article 10.1 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

A l'issue de cette consultation dont la date limite a été fixée au 5 juillet 2024, 1 seule candidature a été reçue dans les délais par la Direction de la Commande Publique :

- L'entreprise individuelle « chez ti maïs » représentée par Monsieur Patrice OGIRE,

Suite aux demandes de rachat de candidature et de précisions en date des 14 octobre 2024 et 14 novembre 2024, le candidat a remis les éléments suivants : l'ensemble des pièces de candidature, le cahier des charges complété et la mise en cohérence des documents comptables. Le candidat a également apporté des informations à la demande de précisions relative au montant des capitaux personnels et d'associés de son entreprise. En outre par courrier en date du 4 décembre 2024, il a été précisé au candidat l'interdiction de vente d'alcool (y compris bière) dans le cadre de l'activité objet de la consultation, condition qu'il a acceptée.

La candidature de l'entreprise individuelle « chez ti maïs » est donc recevable et a été analysée.

Aussi, au vu des pièces de candidature remises par le candidat dans les délais, l'entreprise individuelle « chez ti maïs » représentée par Monsieur Patrice OGIRE présente les capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes pour exécuter la prestation de service.

L'analyse de l'offre dont le rapport est joint en annexe a fait apparaître sur le plan technique que l'organisation des moyens humains, les moyens matériels, la qualité et la variété des menus proposés étaient conformes au cahier des charges. Sur le plan financier, ce candidat s'engage à verser, en sus de la redevance fixe qui s'élève à 500 € par mois, une redevance variable sur son chiffre d'affaires annuel de 1% pour chaque année.

Intitulé de la réunion : 974-249740119-20241212-BC2024-6-17-DE
Formes au cahier des charges.
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Au vu des chiffres d'affaires prévisionnels sur la durée du contrat, il peut être escompté une redevance variable annuelle de l'ordre de 3250 € environ, à laquelle s'ajoutent 500 € de part fixe mensuelle, soit une redevance totale annuelle (fixe + variable) de l'ordre de 46 834 sur 5 ans (780 € par mois environ en tenant compte des 3 mois de franchise).

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar situé en face de l'entrée du stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne,
- autoriser le Président à signer le contrat relatif à cette concession de service avec l'entreprise individuelle « Ti mais» représentée par Monsieur Patrice OGIRE et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président,
Maurice GIRONCEL



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

**DECISION N°2024/6-17
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET

ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR SITUE EN FACE DE L'ENTREE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE.

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-17 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-17-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar situé en face de l'entrée du stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne,

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le contrat relatif à cette concession de service avec l'entreprise individuelle « Ti maïs » représentée par Monsieur Patrice OGIRE et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Nombre de votants : 13

Suffrages exprimés : 13

Vote pour : 13

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 12 3 DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

